

Le journal de Moret et sa région Insoumis Seine et Loing

La piqure de rappel

N°3 - Octobre 2022 - Trimestriel

Sommaire

P1 : Edito, Brèves.
P2 et 3 : Dossier Spécial
J.L. Thiériot
P4 : Total & Cie,
Communautarisme,
la rentrée scolaire

En bref...

Ecole maltraitée,
naissance des Uber Prof
Ou la privatisation en
marche...

Mac Donald pour fabriquer des hamburgers, consacre 5 heures à la formation de ses salariés.
L'éducation nationale consacre quatre heures, pour sélectionner un enseignant contractuel pour s'occuper de l'éducation de vos enfants.
Constat pour cette rentrée 2022 : 17 % des postes non pourvus dans le premier et second degré. A ces difficultés, s'ajoute la problématique des transports scolaires (info syndicat FSU-SNES).

La forêt brûle...
Au feu les pompiers !

La France compte au total 251 900 sapeurs-pompiers. 41 800 sont des pompiers professionnels (17%). 197 100 sont pompiers volontaires (78%). 13 000 sapeurs-pompiers sont militaires (5%). 16 sont pilotes de Canadair.
Lors du budget rectificatif du 25 juillet 2022 la Nupes a proposé d'augmenter les moyens humains et matériels : LREM, LR et RN ont refusé cette proposition. Pourtant les feux seront de plus en plus nombreux avec les changements climatiques.

Réchauffement climatique :
des chiffres qui doivent
nous faire réfléchir

18 % des espèces animales auront disparu d'ici 2100. 80 millions de personnes souffriront de la faim d'ici 2050. 3 milliards 1/2 de personnes vivront dans des contextes hautement vulnérables aux changements climatiques en 2050. Les événements climatiques et météorologiques seront multipliés par quatre. 8 % des terres actuellement cultivables seront inadéquates d'ici la fin du siècle. 1 milliard de personnes habitant les zones côtières seront exposées à des risques.
Record pour le climat : le monde s'appête à brûler 8 milliards de tonnes de charbon en 2022 ce record n'a jamais été atteint, sans compter cette aberration écologique avec l'importation en Europe du gaz de schiste acheté aux Américains.
Source : 6e rapport du GIEC.

Édito

Inflation, salaires, climat: Vous chantiez ? et bien dansez maintenant !

LA fin des vacances c'est la fin de l'été et des insouciances... Pourtant, nous avons assisté à une explosion des inégalités : des grandes entreprises (et qui ne payent pas ou peu d'impôts en France) engrangent des super profits, des restrictions d'eau touchent de plus en plus d'usagers sauf nos golfeurs qui ont une autorisation d'arroser leurs terrains, des ultras riches qui prennent des jets privés (14 fois plus émetteur qu'un avion de ligne), une loi contre la vie chère qui ne répond pas à l'inflation... Mais les mauvaises nouvelles ne s'arrêtent pas là : nouvelle réforme de l'assurance chômage et des retraites, mise en œuvre de la conditionnalité du RSA, augmentation de 15 % sur votre facture énergétique, réduction des dépenses aux collectivités territoriales de 0,5 %...

Concrètement, nous allons encore demander les efforts aux mêmes personnes à savoir les personnes bénéficiant les minima sociaux ou du chômage, les smicards et la classe moyenne....

Qui a touché la prime Macron ? Quels moyens sont mis pour accompagner les personnes touchant les minima sociaux, qui souhaitent travailler pour toucher un SMIC qui ne permet plus de pouvoir vivre dignement de son salaire ? Nous avons une pensée aussi à la classe moyenne qui paye le plus d'impôt...

Pourtant des solutions existent : rétablir l'ISF, conditionnaliser les aides aux entreprises suivant des obligations de résultats (CICE par exemple), taxer les superprofits, augmenter le SMIC à 1600€ net et les salaires à la hauteur de l'inflation (5 à 7%), lutter contre l'évasion fiscale et établir des barèmes progressifs pour les impôts. Seules la FI avec la NUPES peuvent porter ces revendications. On a bien vu que la formation RN soi disant anti-système a voté la loi pouvoir d'achat qui n'a rien produit ou si peu...

Enfin, il faut aussi parler de notre camarade Jean-Louis Thiériot, soutenu par plus de 80 % de nos maires de la circonscription. Quand il ne brille pas par son absence (voir pages centrales), il vote les lois macronistes. Mais surtout, quand il y a des sujets un peu fâcheux concernant sa famille politique, bizarrement il ne dit rien. Si vous le voyez, demandez-lui ce qu'il pense des subventions de la région Ile de France au lycée Stanislas (voir page 4).

Si vous voulez faire bouger les lignes, il ne faut pas attendre les prochaines élections. Il faut se saisir des manifestations, des activités syndicales, faire remonter vos mécontentements aux élus, organiser des comités locaux. C'est à ce prix que nous pourrions inciter nos représentants à donner de nouvelles orientations politiques.

Guillaume.

FERROVIAIRE : Comment ils manipulent l'opinion

ELISABETH BORNE TANCE
JEAN-PIERRE FARANDOU

En France, nous sommes bel et bien en état de crise des transports publics et ferroviaires.

Nous nous bornerons dans cet article à évoquer le ferroviaire, exemple de la duplicité des Pouvoirs publics concernant les transports. Entre les discours et les actes il y a un gouffre. Pour avoir confirmé lors de son audition au Sénat du 14 septembre, son appel à l'effort budgétaire en faveur du ferroviaire et relevé que la France était en train de devenir le mauvais élève européen faute d'investir dans les nouvelles technologies, Jean-Pierre FARANDOU a récolté la tempête.

Un coup de fil nocturne de la première Ministre en personne, extrêmement courroucée.

Dans l'ordre des choses établi par Elisabeth BORNE et Emmanuel MACRON, un Président d'entreprise publique ne devrait pas dire ça. Il n'y a plus d'argent dans les caisses, ou plutôt il n'y en a pas de disponible pour le ferroviaire, donc prière de rien demander pour S.N.C.F. Réseau et bien au contraire de faire croire à un contrat de performance historique. Rien que ça !

On comprend que la locataire de Matignon n'a guère envie de porter seule la responsabilité du désastre ferroviaire à venir :

Ralentissements, perturbations, fermetures de guichets de gares, pour ne pas évoquer pire.

Les conséquences du sous-investissement public et d'un pilotage excessivement financier se voient déjà. La demande est en forte hausse (Plus 18% au premier semestre pour les seuls T.E.R. par rapport à 2019) mais l'offre ne suivra pas.

Ce sont aussi des projections financières étiquées et erronées qui expliquent par exemple, la pénurie de conducteurs.

L'intervention de la Première Ministre n'est pas anecdotique, tellement elle correspond à sa façon de gouverner verticale et autoritaire. C'est tellement anachronique de continuer à exiger des dirigeants d'entreprises publiques le silence et le sacrifice, alors qu'ils sont de plus en plus exposés, y compris publiquement et pénalement.

Pourtant, il semble que cela plaise aux éternels commentateurs politiques qui n'aiment rien tant que les postures, puisque cela leur évite de parler du contenu. (Source Moby-télex de Mobelettire)

Nouvelle législature :

J.L. THIÉRIOT, « UN CADOR, UNE ÉPÉE? »

La troisième circonscription de Seine-et-Marne a choisi d'élire Jean-louis Thiériot député (LR). Comme nous l'avions présenté et écrit durant la campagne des législatives, nous avions alerté sur le fait que ce n'était pas l'homme de la situation. Dès l'ouverture de la session parlementaire, nos craintes ont été confirmées. Petit florilège.

Qu'on se le dise, nous avons élu un va-t-en-guerre. Spécialiste des affaires de défense (il en faut), que pourra-t-il apporter aux citoyens de notre territoire? Comment comprendre que 50 maires de la circonscription lui accordent leur confiance pour les représenter à l'assemblée? Quand son champ lexical parle de défense, guerre, sécurité, OTAN, militaire, armée, Ukraine, comment croire que notre super soldat puisse défendre le pouvoir d'achat, les hausses de l'énergie, et plus généralement les problèmes quotidiens de nos concitoyens?

Nous l'avions prédit, il l'a fait. Notre député a voté toutes les lois proposées par le gouvernement, et rejetant également les hausses du SMIC et le blocage des prix. De fait, il est macron-compatible. D'ailleurs, la très bolchévique chaîne d'info BFMTV l'épinglé comme député de l'opposition votant à 100% les lois Macron.

Le personnage reste toutefois très ambigu. Il est républicain le 14 juillet, saluant le discours guerrier de notre Président. Nous ne doutons pas du patriotisme ou du dévouement de nos armées. Mais la seule chose intéressante à ses yeux, c'est la loi de

programmation militaire 2023-2030. À part les tanks et les avions de chasse, point de salut?

Et à l'opposé de la République, les louanges sur la monarchie britannique ! Certes, Elizabeth II aura marqué 70 ans d'histoire, mais c'est oublier un peu vite le colonialisme et l'asservissement de populations ou de la spoliation des terres depuis des décennies. Charles III aura fort à faire pour maintenir l'unité du Commonwealth.

Restent les actions sur le terrain. Au risque de s'y perdre, notre champion local est partout et sur tous les sujets, même s'il n'y connaît pas grand chose. Il déplore le manque de transports scolaires, soulignant que ce n'est pas le département qui en est l'opérateur, mais oublie que c'est sa patronne à la Région Ile-de-France, Valérie Pécresse, qui a attribué ces marchés publics à des entreprises privées. Il s'étonne également que 200 chauffeurs pointent à pôle-emploi. Peut-être un petit problème de salaire ou de pénibilité?

Les travaux dans l'hémicycle vont reprendre. Cette nouvelle session parlementaire risque d'être très chahutée. Le vote du budget et la réforme des retraites marqueront sans doute cette fin d'année. La formation de J.L. Thiériot a déjà annoncé qu'elle ne voterait pas le budget en l'état. Un compromis sera-t-il trouvé avec le parti présidentiel? Idem pour la réforme des retraites. Malgré les recommandations du COR, qui estime un financement à l'équilibre au moins jusqu'en 2070, l'exécutif persiste à vouloir réformer. Quel sera la position des LR à ce sujet?

Audiard avait raison : *« Seulement, de nos jours, il y a de moins en moins de techniciens pour le combat à pied. L'esprit fantassin n'existe plus, c'est un tort ».*

Les fantassins de gauche et de la NUPES auront à cœur d'investir la rue, si d'aventure les droits des travailleurs n'étaient pas entendus à l'Assemblée Nationale. **M.J.**

A quoi sert un député?

Chaque député, bien qu'élu dans un cadre géographique déterminé, est un représentant de la nation toute entière. Ainsi, à l'Assemblée nationale et dans sa circonscription, **chaque député agit et parle au nom de l'intérêt général et non pas au nom d'un parti politique**, d'un groupe d'intérêt ou d'une région et il n'a pas de mandat impératif. La représentation des collectivités territoriales au niveau parlementaire est assurée par l'autre chambre du parlement (dite chambre haute), le Sénat, où siègent les sénateurs.

Son travail s'exerce à la fois à l'Assemblée et dans sa circonscription si nécessaire. Dans sa circonscription, le député est à l'écoute de ses concitoyens qu'il peut recevoir et également visiter.

Néanmoins, **les députés ne sont pas les porte-parole de leurs électeurs : ils se déterminent par rapport à leur vision de l'« intérêt général ».**

Le député détient des compétences diverses : il vote la loi ; il peut déposer des propositions de loi ; en commission, puis en séance publique, il peut proposer, par amendement, des modifications au texte examiné et prendre la parole, etc.

Pour résumer, un député doit être présent à l'Assemblée pour faire et voter la loi. C'est là son rôle principal. Pas uniquement celui de battre la campagne en permanence et serrer des mains, surtout si ce sont celles des copains, ce n'est pas un mandat local mais national.



Radioscopie d'un député LR, élu le 19 juin 2022, beaucoup d'intentions, très peu d'efficacité.

Toute sa propagande politique durant les élections législatives n'a visé qu'à détruire les ambitions politiques et réalistes de la NUPES. En particulier, il s'est présenté comme un farouche adversaire de la France Insoumise qu'il a déclaré comme ennemi principal.

Dans un de ses tracts de campagne, il indique être le député utile pour tous, constructif et de bon sens, le député des valeurs. Sauf que, la démocratie a tranché, et les résultats sont clairs et sans appel.

Au premier tour des élections présidentielles le 10 avril 2022, Jean-Luc Mélenchon arrive en tête dans tout le département de Seine-et-Marne en totalisant 25.87 % des voix.

La candidate LR à la présidentielle, Valérie Pécresse, Présidente de la région Île de France, soutenue par le député, sera en cinquième position en obtenant 5.57% (différence 20.30%). Notons les résultats de J.-L. Thiériot, dans sa propre commune de Beauvoir, où il fut maire de 2008 à 2018 (142 inscrits).

- Le RN en tête avec 33.87 % des voix
- JL Mélenchon en troisième position avec 15.32 %.

• Valérie Pécresse en cinquième position avec 9.68 %.

Elections législatives : le 1^{er} tour du 12 juin 2022 En tête au premier tour dans la troisième circonscription.

• Elodie GEROME DELGADO (REV. FI. NUPES) obtient 25.27% des voix.

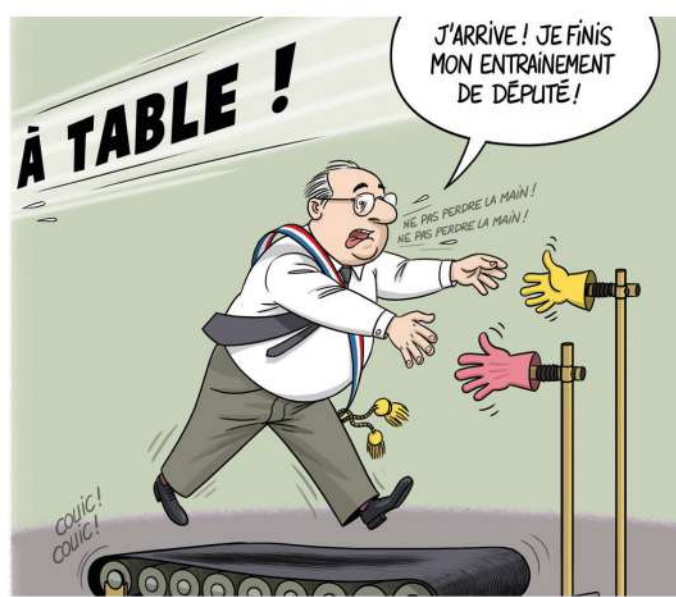
• Jean-Louis THIERIOT (LR) 23.89 % des voix.

Donc, Monsieur le Député, un peu de modestie... surtout lorsque vous avez indiqué dans votre propagande (doc de 6 pages non datées – dernière page) que 80 % des maires de la circonscription vous avaient fait confiance. Sans commentaires...

Sur ce document figure en dernière page, une photo, où tous ses soutiens sont présents.

Nous ferons remarquer à nos lecteurs que lors des parrainages pour l'élection présidentielle, personne n'a souhaité parrainer Jean-Luc Mélenchon, du fait qu'une grande majorité de ces maires se sont déclarés apolitiques.

Jean-Louis Thiériot a été l'ami intime de deux barons locaux issus de la même famille politique, celle de l'UDI (dont l'actuel président Jean-Christophe Lagarde a été mis en examen).



Le premier s'appelle Yves Jégo, qui lui a cédé son siège en 2018, le second s'appelle Patrick Septiers ex-président du département 77, ex-maire de Moret-sur-Loing. Si ces deux personnages peuvent encore être écoutés, nous sommes satisfaits de savoir qu'ils n'ont plus politiquement pignon sur rue. Ainsi se termine toute allégeance à leur pouvoir.

Pour ce nouveau mandat, nous souhaitons à Jean-Louis Thiériot, d'être plus souvent présent à l'Assemblée Nationale, qu'il n'a pu l'être depuis son premier mandat. La France Insoumise sait que ce député est Macron compatible, et en conséquence, elle suivra attentivement les décisions qu'il prendra.

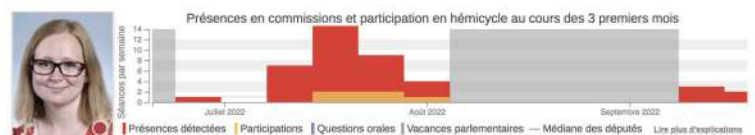
J.M.

Déjà lors de la précédente mandature, la présence n'était déjà pas le point fort du député de la 03-77. Ses interventions ont surtout porté sur l'engagement de la France au Sahel, sur la sécurité globale et sur la prévention et sanctions des violences lors des manifestations. À des années lumières des préoccupations des habitants de notre territoire. Cette nouvelle législature prend le même chemin que la précédente. Comme le démontre les graphiques ci-dessous, l'assiduité dans l'hémicycle n'est pas garantie, en comparaison avec la députée NUPES de la 7ème circonscription de Seine-et-Marne. Vous pouvez suivre l'activité de tous les députés sur <<nosdeputes.fr>>.

Jean-Louis Thiériot, député LR de la 3^{ème} circonscription de Seine-et-Marne



Ersilia Soudais, députée LFI de la 7^{ème} circonscription de Seine-et-Marne



Nous donnons rendez-vous à tous les militants et sympathisants à participer à la marche organisée par la NUPES le 16 octobre, ainsi qu'à signer la pétition en cours sur les réseaux sociaux pour la taxation des super-profits.



Mais qui sont vraiment les communautaristes ?

Rappelez-vous pendant les législatives, qu'est-ce que nous entendions par les journalistes mais surtout de la classe politique allant de LAREM au RN sur la supposée complaisance de la NUPES avec les « salafistes et les intrégristes », discours repris à la lettre par notre camarade LR Jean-Louis Thiériot et son suppléant Alain Momon sur leur dernier tract de campagne.

Un article de Médiapart, de juillet 2022, a attiré notre attention.

On apprend dans cet article l'octroi de subventions par la région Ile de France au lycée privée Stanislas (d'un montant de 393 008 €). Ce lycée parisien a fait pourtant l'objet d'enquêtes approfondies des journaux Médiapart et l'Express démontrant un cadre scolaire instaurant la non-mixité, opposition à l'avortement, condamnation de l'homosexualité ou la promotion des thérapies de conversion. Ces faits ont été confirmés par d'anciens élèves.

Sur ces éléments, la gauche communiste a déposé un amendement pour demander l'ouverture d'une enquête par la région et demandant la suspension des versements si ces faits étaient avérés.

Cette disposition avait pu être mise en œuvre en 2014 par l'impulsion de Jean Paul Huchon (PS, Président de région Ile-de-France). Des versements avaient été suspendus au lycée privé Gerson accusé d'avoir distribué des tracts anti-IVG.

Cette fois-ci, le vice-président UDI à la région, James CHERON (Maire de Montereau et soutien actif du tandem Thiériot/Momon) a refusé de mener une enquête proposant à l'opposition de gauche de saisir le corps de l'inspection de l'Education Nationale... Ainsi, l'amendement de la gauche a été rejetée...

Cette nouvelle démontre encore une fois de plus que ce sont bien les forces de gauches qui sont progressistes ! **G.D.**

Éducation nationale : ça craque de partout !

EN cette rentrée scolaire, 17% des postes étaient non pourvus au plan national. En Seine-et-Marne, dans le premier degré, la faiblesse des moyens en personnel ont amené à des ajustements de dernières minutes. 33 classes ont été fermées pendant que 44 étaient ouvertes. La Seine-et-Marne reste parmi les départements où le taux d'encadrement est le moins bon. De plus en plus de contractuels sont recrutés pour pallier le manque de recrutement de personnel titulaire. L'objectif est toujours d'avoir un adulte devant les enfants, peu importe son statut et sa formation. En cette rentrée, combien de contractuels formés en 4 jours avant de prendre leurs premières classes ? Dans le même temps, aucune revalorisation et aucun statut pérenne n'est prévu pour les AESH (Accompagnant des Élèves en Situation de Handicap) alors que leurs missions sont essentielles pour permettre l'inclusion des élèves en situation de handicap dans de bonnes conditions, que ce soit pour les élèves, mais aussi pour les enseignant-e-s. Mais le ministère refuse d'envisager un vrai statut et une rémunération à la hauteur de la mission.

Il reste du coup trop de postes non pourvus et des personnels obligés de mettre en place l'inclusion d'enfants sans aide extérieure indispensable. De nombreux postes d'infirmières scolaires restent vacants, les AED (Assistants d'Éducation) sont obligés d'assurer les soins. Il manque aussi des psychologues scolaires alors que nombre d'enfants sont en souffrance. La FCPE indique que 50 000 enfants n'auront pas d'hébergements pérennes. Dans le second degré, la situation n'est pas différente. Le recours aux personnels contractuels est massif. La pénurie de candidats au concours de recrutement ne cesse de croître. A la session de juin 2022, sur l'académie de Créteil, il y a eu 419 reçus au concours de professeur des écoles pour 1079 à pourvoir. Sur la région parisienne, il est resté 1728 postes non pourvus. La revalorisation des salaires est toujours insuffisante.

Pour pallier ce manque de recrutement, les classes sont toujours plus chargées au détriment d'un enseignement à l'écoute des problématiques et une vraie transmission des savoirs. L'école de la République manque de moyens alors que l'on subventionne de plus en plus le privé avec l'argent des contribuables. Sur la région Ile-de-France, Mme Péresse a augmenté les subventions de l'enseignement privé. Le nouveau ministre est dans les pas de son prédécesseur et prévoit une nouvelle réforme professionnelle professionnelle, qui va de plus en plus, augmenter les périodes de formation en entreprise, diminuer le temps de formation en lycée. Un des objectifs à peine cachés est de supprimer des postes en lycée professionnel pour basculer une partie des collègues sur le lycée général ou le collège où les manques sont criants. Les personnels ne laisseront pas faire.

Une grève est prévue le 18 octobre prochain à l'appel la CGT Agri, la CGT Educ'action, la CNT-FTE, le SE-UNSA, le SNALC, le SNEP-FSU, le SNES-FSU, le SNEOEP, le SNUEP-FSU, la CGT Enseignement privé, le SNETAA-FO, le SNETAP-FSU, le SNUEDEN-FSU, le SUI-FSU, SUD rural et SUD Éducation.

D.B.

TAXER LES SUPERPROFITS ?



Avec Total-magouilles, on s'en met plein les fouilles !

LES super-profits, kékako ? « Je ne sais pas ce qu'est un super-profit » a affirmé Bruno Lemaire, arguant qu'une entreprise se devait d'être profitable. Devant le patronat, Bruno Le Maire a répété qu'il avait demandé à plusieurs entreprises ayant réalisé des bénéfices exceptionnels à cause de la flambée des prix de l'énergie ou des goulets d'étranglement dans les transports ou la logistique « d'alléger la facture de nos compatriotes ». « Je sais que Total, CMA-CGM, les distributeurs, un certain nombre d'autres entreprises ont déjà fait des efforts pour redistribuer ce qu'elles avaient gagné directement dans la poche du consommateur », a expliqué le ministre. Pour Bruno Le Maire, « taxer plus en France, c'est produire moins en France ». D'autant que l'état profite de recettes fiscales inespérées au premier semestre 2022 de 27 milliards, chiffre non démenti par le ministère de l'économie.

TAXATION EXCEPTIONNELLE REJETÉE

« Le gouvernement a refusé une taxation exceptionnelle des profits liés à la hausse de l'énergie », a regretté la députée Nupes-PS Valérie Rabault, citant le bénéfice ajusté semestriel de 18,8 milliards de TotalEnergies. « À comparer aux 500 millions octroyés pour la baisse du prix à la pompe », a-t-elle ajouté sur Twitter.

Dison-le tout net : La multinationale s'est gavée pendant la crise. Et elle a payé... zéro centime d'impôts en France en 2021. Si, si, c'est possible ! Et il y en a pour se réjouir de ça. Durant la mission-flash mise en place à l'Assemblée Nationale sur ce sujet par la NUPES, TotalEnergies a chaleureusement été remerciée par le député Jean-Philippe Tanguy (RN) pour sa performance, une grande entreprise française dirigée par des patriotes. Des patriotes qui ne paient pas d'impôts ? Après le vote du RN et de Marine Le Pen contre la hausse du SMIC, l'alliance du RN avec le capital s'illustre une nouvelle fois à l'Assemblée Nationale. L'alliance du RN avec le capital ne date pas d'hier. Le parti d'extrême-droite s'est présenté pendant les campagnes présidentielle et législatives comme défendant les intérêts du peuple. Vraiment ? Le RN a-t-il voté pour le blocage des prix ? Pour le gel des loyers ? Pour la hausse immédiate du SMIC ? À ces trois questions, la réponse est non. Le député RN a chaudement salué la « performance » de Total. Se réjouit-il vraiment qu'une entreprise ait engrangé 16 milliards d'euros de bénéfices en 2021, puis 18,8 milliards pour le seul premier semestre 2022, le tout net d'impôts ? Total a réalisé le résultat net le plus élevé jamais réalisé par une entreprise française dans l'Histoire.

Le tout, sur le dos des Français. **M.J.**

La Piqûre de Rappel est financée, écrite et réalisée par les militants et les sympathisants de La France Insoumise. Pour recevoir La piqûre de Rappel, pour soutenir ou participer aux actions de La France Insoumise, transmettez votre courriel à :

insoumisud77@gmail.com

Page Facebook : Insoumis Seine et Loing

